



EXTRAIT DE PÉTITION **(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 100 pétitionnaires.

Désignation : Professionnels non syndiqués du ministère des Finances du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE les professionnels non syndiqués du ministère des Finances ont envoyé à chacun des députés de l'Assemblée nationale une lettre leur demandant de se positionner sur la reconnaissance de leur expertise par une rémunération appropriée;

CONSIDÉRANT QUE la Commission de l'administration publique a reconnu, en juin 2013, les enjeux particuliers qui frappent le ministère des Finances, qualifiant de « fossé salarial » les écarts de rémunération qui le séparent de ses concurrents;

CONSIDÉRANT QUE les professionnels non syndiqués n'ont actuellement aucun recours en matière de négociation de leurs conditions de travail;

CONSIDÉRANT QUE la Cour suprême du Canada a établi que la liberté d'association comprenait non seulement l'obligation pour l'employeur de reconnaître une association d'employés, mais également le droit pour tout travailleur de négocier ses conditions de travail;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- De nous indiquer clairement sa volonté de reconnaître et de combler le « fossé salarial » qui sépare le ministère des Finances de ses concurrents;
- De modifier les structures de rémunération, afin qu'elles soient cohérentes avec notre réalité professionnelle, notamment en mettant fin au nivellement salarial et en adoptant des structures de rémunération matricielles;
- De s'engager à nous donner une structure pour négocier de bonne foi nos conditions de travail;
- De nous indiquer s'il y a un avenir pour l'expertise de pointe dans la fonction publique québécoise;
- De nous rassurer et rassurer les citoyens quant à la pérennité de l'excellence du ministère des Finances du Québec.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Nicolas Marceau, député de Rousseau

15, 03, 2016

Date de signature de l'extrait